

SUMMARY OF THE DOCUMENT TO BE SERVED

ELEMENTS ESSENTIELS DE L'ACTE

Convention on the service abroad of judicial and extrajudicial documents in civil or commercial matters, signed at the Hague, November 15, 1965

Convention relative à la signification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, signée à La Haye, le 15 novembre 1965

(article 5, fourth paragraph)

(article 5, alinéa 4)

Name and address of the requesting authority:

Nom et adresse de l'autorité requérante

**Linda REYNAERT
Gerechtsdeurwaarder
Huissier de Justice
Rue Victor Allardstraat 143
B-1180 UKKEL – UCCLE / BELGIUM**

Particulars of the parties:

Identité des parties

la Société Civile sous forme d'une Société Coopérative à Responsabilité Limitée **COIEPRESSE**,
Crossroad Bank of Companies number 0471.612.218, with registered office situated in 1070
ANDERLECHT (BELGIUM), Boulevard Paepsem, 22,

Against

contre

la Société de droit américain **GOOGLE Inc.**, with registered office situated in MOUNTAIN VIEW
94043 CALIFORNIA / USA, 1600 Amphitheatre Parkway

JUDICIAL DOCUMENT

ACTE JUDICIAIRE

Nature and purpose of the document

Nature et objet de l'acte:

SERVICE OF JUDGMENT & ORDER

Nature and purpose of the proceedings and, where, appropriate, the amount in dispute:

Nature and objet de l'instance, le cas échéant, le montant du litige

DAILY FINES OF 1.000.000,00 € & 500.000,00 €

Date and place for entering appearance

Date et lieu de la comparution

//

Court which has given judgment

Jurisdiction qui a rendu la décision

COURT OF FIRST INSTANCE BRUSSELS (BELGIUM)

sitting according to the forms of summary jurisdiction and matters of special urgency

Date of judgment

Date de la décision

05/09/2006

time limits stated in the document

Indication des délais figurant dans l'acte

NONE

EXTRA-JUDICIAL DOCUMENT

ACTE EXTRAJUDICIAIRE

Nature and purpose of the document

Nature et objet de l'acte:

time limits stated in the document

Indication des délais figurant dans l'acte

REF : A15346 / DV

SIGNIFICATION - COMMANDEMENT

L'an deux mil six, le HUIT SEPTEMBRE.

A LA REQUETE DE:

la Société Civile sous forme d'une Société Coopérative à Responsabilité Limitée **COPIEPRESSE**, inscrite dans la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0471.612.218, dont le siège social est établi à 1070 ANDERLECHT, Boulevard Paepsem, 22,

Elisant domicile en mon étude aux fins des présentes ;

Je soussigné, Ortwin VERSCHUERE, Huissier de Justice suppléant remplaçant Linda REYNAERT, Huissier de Justice, de résidence à 1180 UCCLE, Rue Victor Allard 143.

AI SIGNIFIE et en tête de celle des présentes, laissé copie a :

la Société de droit américain **GOOGLE Inc.**, dont le siège social est établi à MOUNTAIN VIEW 94043 CALIFORNIA / ETATS UNIS D'AMERIQUE, 1600 Amphitheatre Parkway,

FAISANT MON EXPLOIT COMME DIT IN FINE.

de l'expédition en forme exécutoire d'une ordonnance de référé rendue par défaut entre parties par le PRESIDENT faisant fonction du TRIBUNAL de PREMIERE INSTANCE de BRUXELLES, en date du CINQ SEPTEMBRE 2006.

Faisant cette signification pour information, direction et à telles fins que de droit, sous toutes réserves, et sans aucune reconnaissance préjudiciable.

Et d'un même contexte, à la même date et requête que dessus, j'ai, Huissier de Justice soussigné, en vertu du titre signifié susmentionné fait **COMMANDEMENT** à la partie signifiée de :

- retirer de tous ses sites (Google News et « cache » Google sous quelque dénomination que ce soit), tous les articles, photographies et représentations graphiques des éditeurs belges de presse quotidienne francophone et germanophone représentés par la demanderesse, dans les 10 jours des présentes, sous peine d'encourir une **astreinte de 1.000.000,00 EUROS par jour de retard** ;

- publier, de manière visible, claire et sans commentaire de sa part sur la home page de 'google.be' et de 'news.google.be' pendant une durée ininterrompue de 5 jours l'intégralité du jugement à intervenir, dans les 10 jours des présentes, sous peine d'encourir une **astreinte de 500.000,00 EUROS par jour de retard** ;

Sans préjudice à tous autres dus, droits, actions, intérêts et frais de mise à exécution.

Et pour que le destinataire n'en ignore, mais attendu qu'il est établi/domicilié aux ETATS UNIS D'AMERIQUE et qu'aucune résidence ni domicile élu sont connus en Belgique, j'ai, huissier de justice susdit et sousigné, – *en vertu de la CONVENTION internationale relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, conclue à LA HAYE le 15/11/1965 (approuvée par la loi du 24/01/1970 – Moniteur belge du 09/02/1971 – entrée en vigueur à l'égard des Etats Unis le 10/02/1969)* – transmis sous pli recommandé avec accusé de réception, déposé ce jour au bureau de poste de UCCLE, rue de Roetaert, 40 :

1. une demande dûment complétée en anglais conforme à la formule annexée à la Convention susdite,
2. deux copies de mon présent exploit, ainsi que des pièces y mentionnées, chaque copie de l'exploit accompagnée
 - a. d'une formule, rédigée en anglais, contenant les éléments essentiels de l'acte,
 - b. de sa traduction en anglais,
3. la preuve du paiement de **95 US-\$**

à la société privée habilitée à agir au nom de l'Autorité Centrale indiquée par les ETATS UNIS D'AMERIQUE, à savoir :

PROCESS FORWARDING INTERNATIONAL
910 5th avenue
SEATTLE, WA 98104
USA

avec prière :

1. de faire signifier à la Société de droit américain **GOOGLE Inc.** dont le siège social est établi à MOUNTAIN VIEW 94043 CALIFORNIA / ETATS UNIS D'AMERIQUE, 1600 Amphitheatre Parkway, un des exemplaires de l'exploit indiqué sous le n° 2 ci-dessus, accompagné de la formule contenant les éléments essentiels de l'acte et de sa traduction, **suivant les formes prescrites par la législation de l'ETAT requis pour la signification ou la notification des actes dressés dans ce pays et qui sont destinés aux personnes se trouvant sur son territoire, à savoir en application de l'article 5, alinéa 1^{er}, lettre A de ladite Convention,**
2. de me renvoyer l'autre exemplaire, accompagnée de l'attestation prévue par l'article 6 de ladite Convention, relatant l'exécution de la demande, le lieu et la date de l'exécution ainsi que la personne à laquelle l'acte a été remis, où, le cas échéant, précisant les circonstances qui auraient empêchées l'exécution,

Et vu que l'article 10 de ladite Convention ne fait pas obstacle à la faculté d'adresser directement, par la voie de la poste aux personnes se trouvant à l'étranger des actes judiciaires et extra-judiciaires, et que les ETATS UNIS D'AMERIQUE ne s'opposent pas à cette faculté, j'ai, également envoyé sous pli recommandé avec accusé de réception, déposé ce jour au bureau de poste de UCCLE, rue de Roetaert, 40, à l'adresse du destinataire aux ETATS UNIS D'AMERIQUE, une copie du présent exploit (avec les pièces y mentionnées), accompagnée de la formule contenant les éléments essentiels de l'acte et d'une traduction en anglais.

Et j'ai annexé les récépissés des envois recommandés mentionnés ci-dessus à l'original de mon présent exploit.

Dont acte.

FF	107,01
FF/5	42,80
VACS	9,65
PC	7,55
DCOP	84,30
DOS	11,97
PORT	30,00
ENR	25,00
TIMB	20,00
USA	105,00

Coût : quatre cent quarante-trois euros et vingt-huit cents,
à majorer des frais de traduction en anglais, soit 556,36 EUR.

L'Huissier de Justice.

TOT	443,28
TRAD	556,36
TOT	999,64

In-Exp... *RA*

Réf. No... *39575*

.....
.....

Premier feuillet *f*

**NOUS, ALBERT II, ROI DES BELGES,
A TOUS, PRESENTS ET A VENIR, FAISONS SAVOIR :**

**que le Tribunal de Première Instance séant à Bruxelles,
a rendu la décision dont le texte suit :**

EXPEDITION

délivrée à la
partie *Copie presse*
.....

**TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE BRUXELLES****N° 2006/9099/A du rôle des référés**

Annexes : 1 citation en cessation

Action en cessation**En cause de :**

La société civile sous forme d'une société coopérative à responsabilité limitée COPIEPRESSE, inscrite dans la BCE 0471.612.218, dont le siège social est établi à 1070 Anderlecht, boulevard Paepsem, 22,

partie demanderesse,
représentée par Me Bernard MAGREZ, avocat à 1180 Bruxelles, avenue Winston Churchill, 149 ;

contre :

La société de droit américain GOOGLE Inc., dont le siège social est établi à Mountain View, 94043 California, USA, 1600 Amfitheather Park Way,

partie défenderesse,
défaillante ;

Dans cette cause, il est conclu et plaidé en français à l'audience publique du 29 août 2006 ;

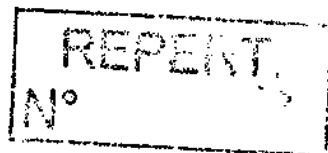
Après délibéré le président du tribunal de première instance rend l'ordonnance suivante :

Vu :

- la citation introductive d'instance signifiée le 3 août 2006 ;

2060
06

copie (PRES)





OBJET DE LA DEMANDE

La demande portée devant le tribunal de céans est fondée sur l'article 87 de la loi du 30 juin 1994 relative aux droits d'auteurs et aux droits voisins.

Elle vise à :

- constater que les activités de Google News et l'utilisation du « cache » de Google violent notamment les lois relatives aux droits d'auteurs et aux droits voisins (1994) et sur les bases de données (1998) ;
- condamner la défenderesse à retirer de tous ses sites (Google News et « cache » Google sous quelque dénomination que ce soit), tous les articles, photographies et représentations graphiques des éditeurs belges de presse quotidienne, francophone et germanophone représentés par la demanderesse à dater de la signification de l'ordonnance, sous peine d'astreinte de 2.000.000,- € par jour de retard ;
- condamner en outre la défenderesse à publier, de manière visible, claire et sans commentaire de sa part sur la home page de 'google.be' et de 'news.google.be' pendant une durée ininterrompue de 20 jours l'intégralité du jugement à intervenir à dater de la signification de l'ordonnance, sous peine d'astreinte de 2.000.000,- € par jour de retard.

CADRE DU LITIGE

1. La qualité de la demanderesse

Attendu que la demanderesse est la société de gestion des droits des éditeurs belges de presse quotidienne francophone et germanophone autorisée (par les Arrêtés ministériels des 14 février 2000 et 20 juin 2003 publiés au Moniteur belge du 10 mars 2000 et du 14 août 2003) à exercer ses activités sur le territoire belge ;

Attendu que son objet est la défense des droits d'auteur de ses membres (droits propres aux éditeurs et droits acquis auprès des journalistes) et le contrôle de l'usage par des tiers des œuvres protégées de ses membres ;

Attendu que les journaux et sites de la presse écrite sont notamment protégés par les lois sur le droit d'auteur (1994 et 2005) et sur les bases de données (1998) ;

Attendu que la production des œuvres journalistiques est réalisée par la publication classique de quotidiens, magazines suppléments sous forme à papier ou, depuis l'émergence des nouvelles technologies, sous format numérique ou digital ;

Attendu que l'exploitation secondaire se réalise par la copie du document papier et, depuis l'émergence des nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'exploitation secondaire peut être effectuée par des procédés électroniques (scanning, capture de site web et rediffusion via des sites web ou internet ou extranet ou emailing, etc...) ;

Attendu que cette exploitation secondaire par la voie électronique d'articles de presse est également régie par les lois sur le droit d'auteur (1994 – 2005) et sur les bases de données (1998) ;

Attendu dès lors que la demanderesse, qui représente les intérêts des éditeurs de journaux, a intérêt et qualité pour agir aux fins de protéger leurs droits ;

2. Les faits

Attendu que le moteur de recherche Google a, dans le courant de l'année 2003, présenté un nouveau service appelé Google News ou Google Actualité, exercé par la société défenderesse ;

Attendu que la nouvelle fonctionnalité vise à offrir aux internautes une revue de presse qui se base sur une sélection automatique des informations contenues dans les serveurs web de la presse écrite ;

Que, pour ce faire, Google News doit scruter dans les serveurs web de la presse écrite et en extraire les articles pour les copier et/ou en faire des résumés automatiques, alors que les sites dont émanent les articles diffusés, et notamment les sites des éditeurs de journaux dont les intérêts sont défendus par la demanderesse, comportent les mentions selon lesquelles ces sites sont protégés par le droit d'auteur ;

Attendu que Google n'a pas recueilli l'accord de ces différents sites pour procéder à cette ordonnancement de l'information qui est laissée en quelque sorte à sa seule discrétion dès lors qu'elle est titulaire de la technologie et des algorithmes permettant l'automatisation et la systématisation de la reproduction des articles disponibles sur internet ;

Attendu que cette situation a suscité des difficultés non seulement en Belgique mais dans d'autres pays ;

Attendu qu'en Belgique, la demanderesse a déposé une requête en saisie description fondée sur les articles 1481 et suivants du Code judiciaire entre les mains du juge des saisies du tribunal de céans ;

Que, par ordonnance du 27 mars 2006, l'expert Luc GOLVERS a été désigné ;

Attendu que l'ordonnance le désignant a été signifiée à la défenderesse le 13 avril 2006 ;

3. Le rapport d'expertise

Attendu que l'expert GOLVERS, qui avait notamment pour mission de décrire la manière dont sont présentés les articles de presse et l'interactivité entre le visiteur et le site web de Google News, conclut que « *Google News est à considérer comme un portail d'information et non un moteur de recherche.* » ;

Qu'il relève que le service Google News se qualifie lui-même comme un site d'information en ligne, en ces termes : « *Cette diversité de perspective et d'approche est unique parmi les sites d'information en ligne et nous considérons comme une tâche essentielle de vous aider à rester informés sur les sujets qui vous importent le plus.* » ;

Attendu qu'il relève que le site est alimenté à l'aide des informations puisées dans la presse, ce qu'il a mis en évidence en procédant à de nombreux tests à partir de sites d'information de différents quotidiens francophones belges ;

Attendu que ces recherches l'ont notamment conduit à mettre en évidence que, lorsqu'un article est toujours en ligne sur le site de l'éditeur belge, Google renvoie directement, via le mécanisme d'hyperliens profonds, vers la page où se trouve l'article mais que, dès que cet article n'est plus présent sur le site de l'éditeur de presse belge, il est possible d'en obtenir le contenu via l'hyperlien « en cache » qui renvoie vers le contenu de l'article que Google a enregistré dans la mémoire « cache » qui se trouve dans la gigantesque base de données que Google maintient dans son énorme parc de serveurs ;

Attendu enfin qu'il se déduit du rapport de l'expert que :

- le mode de fonctionnement actuel de Google News fait perdre aux éditeurs de presse quotidienne le contrôle de leurs sites web et de leur contenu (voir à ce sujet les tests menés par l'expert qui montrent les effets d'un retrait d'article, pages 42 à 67 du rapport) ;

- l'utilisation de Google News contourne les messages publicitaires des éditeurs lesquels tirent une partie importante de leurs revenus de ces insertions publicitaires (pages 13 à 18, 108 à 119 du rapport) ;
- l'utilisation de Google News court-circuite de nombreux autres éléments comme les mentions relatives à l'éditeur, les mentions relatives à la protection des droits d'auteur et aux usages autorisés ou non des données, des liens vers d'autres rubriques (par ex. les dossiers thématiques constitués par les éditeurs, pages 108 à 119 du rapport) ;
- l'utilisation du « cache » de Google d'une part permet de contourner l'enregistrement demandé par l'éditeur et d'éviter le paiement de l'article de presse (voir le cas du Soir en ligne décrit par l'expert en presse 35 à 38), d'autre part stocke, en vue de sa rediffusion, l'entièreté de l'article (dans l'état où il se trouvait lors de son édition la plus récente) (pages 68 à 98-99 du rapport) ;

4. Identification de l'identité de l'exploitant de Google et de Google News

Attendu que l'expert s'est notamment vu conférer la mission de déterminer l'identité de l'exploitant du DNS 'Google.be', 'Google.fr' et 'Google.com' ;

Attendu que les examens qu'il a menés à cet égard (pages 124 à 134) mettent en évidence que le propriétaire du site 'news.google.be' ainsi que celui des domaines 'google.be' et 'google.fr' est à chaque fois la partie défenderesse, Google Inc., 1600 Amphitheater Park Way, Mountain View, California 94043 ;

5. Le préjudice occasionné à la demanderesse

Attendu que la demanderesse se plaint de ce que les activités de Google Inc. mettent en péril la vente électronique des articles de presse mais également toute la presse quotidienne ainsi qu'à court terme la qualité des articles puisque les éditeurs risquent de ne plus bénéficier de ressources suffisantes pour rémunérer correctement leurs journalistes ;

Qu'en effet, et comme l'a mis en évidence le rapport d'expertise, l'activité de la défenderesse est de nature à faire perdre aux éditeurs une part importante de leurs revenus tirés des recettes publicitaires qu'ils perçoivent ;

Qu'indépendamment de ce préjudice financier immédiat, la vente électronique d'articles est menacée, ainsi que le ressources tirées de l'archivage des articles, dont la consultation est payante ;

6. Mesures sollicitées

Attendu que la violation des dispositions relatives aux droits d'auteur justifie que les mesures telles que sollicitées par la demanderesse et reprises au dispositif des présentes soient ordonnées ;

7. L'astreinte

Attendu que la demanderesse sollicite du tribunal qu'en cas de manquement aux mesures dont elle demande le bénéfice, une astreinte de 2.000.000,- € par jour de retard soit prononcée dans l'hypothèse où la défenderesse ne se conformerait pas à l'ordre de retirer de tous ses sites les articles, photographies, représentations graphiques des éditeurs belges de presse quotidienne francophone et germanophone ainsi qu'une astreinte de 2.000.000,- € par jour de retard faute pour la défenderesse de publier sur la home page de 'google.be' et de 'news.google.be' pendant une durée ininterrompue de 20 jours l'intégralité du jugement à intervenir à dater de là signification de l'ordonnance ;

Attendu qu'elle motive l'importance de cette demande par le fait que la défenderesse affiche un chiffre d'affaires de près de 13 millions de dollar par jour;

Qu'elle met également en évidence la capacité technique de la défenderesse de retirer du contenu de ses bases de données les articles et informations litigieuses en manière telle qu'elle ne s'expose pas à de grandes difficultés pour s'exécuter ;

Attendu que le tribunal de céans ne manque pas d'être surpris par l'attitude de la défenderesse qui n'a pas jugé utile de participer à la mission d'expertise, malgré les invitations qui lui avaient été adressées par l'expert judiciaire, et qui ne comparait pas ;

Attendu que cette attitude constitue une indication de ce que les craintes que nourrit la demanderesse sur la mauvaise volonté que mettra à la défenderesse à s'exécuter pourraient être fondées ;

Qu'il ne peut être admis par ailleurs qu'elle persiste à retirer un bénéfice élevé à l'aide, notamment, du travail intellectuel d'autrui, tout en spéculant sur les difficultés qu'éprouvent les auteurs et éditeurs de journaux dans un contexte

technologique extrêmement complexe pour mettre fin à cette appropriation illégitime de leur travail ;

Que l'attitude de la défenderesse est d'autant plus surprenante que dans d'autres pays, certes plus importants que la Belgique, la défenderesse s'est engagée dans des négociations avec les éditeurs de journaux pour résoudre la question du respect des droits d'auteur ;

Attendu qu'il résulte de l'expertise que les capacités techniques dont dispose la défenderesse, et qui sont hors de proportion avec les moyens de la presse écrite francophone d'un pays comme la Belgique, lui permettent d'adopter une attitude qui confine à l'indifférence, alors qu'elle retire un bénéfice de la diffusion sur la toile d'un contenu qui a nécessité la mise en commun de moyens rédactionnels et éditoriaux importants de la part de journalistes et d'éditeurs de journaux, dont l'activité est essentielle dans une société démocratique ;

Attendu que dans cette mesure, il paraît effectivement indiqué d'assortir les mesures d'interdiction ordonnées d'une astreinte, au risque qu'elles soient dépourvues de toute efficacité ;

Qu'il paraît approprié au tribunal que celle-ci soit déterminée comme suit :

- retrait des articles de tous les sites : 1.000.000,- € par jour de retard dans les 10 jours de la signification de l'ordonnance à intervenir ;
- la publication pendant 5 jours de l'intégralité du présent jugement : 100.000,- € par jour de retard dans les 10 jours de la signification de l'ordonnance à intervenir ;

PAR CES MOTIFS,

Nous, G.M.R. Tassin, juge désignée pour remplacer le Président du Tribunal de première instance de Bruxelles ;

Assistée de V. Hubrich, greffier ;

Vu la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire ;

Rejetant toutes conclusions autres plus amples ou contraires ;

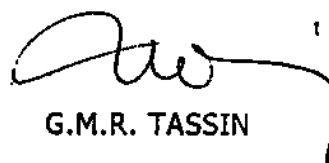
Déclarons la demande recevable et fondée dans la mesure ci-après :

- constatons que la défenderesse ne peut se prévaloir d'aucune exception prévue par les lois relatives aux droits d'auteur et aux droits voisins (1994) et sur les bases de données (1998) ;
- constatons que les activités de Google News et l'utilisation du « cache de Google » violent notamment les lois relatives aux droits d'auteur et aux droits voisins (1994) et sur les bases de données (1998) ;
- condamnons la défenderesse à retirer de tous ses sites (Google News et « cache » Google sous quelque dénomination que ce soit), tous les articles, photographies et représentations graphiques des éditeurs belges de presse quotidienne francophone et germanophone représentés par la demanderessse dans les 10 jours de la signification de l'ordonnance à intervenir, sous peine d'une astreinte de 1.000.000,- € par jour de retard ;
- condamnons en outre la défenderesse à publier, de manière visible, claire et sans commentaire de sa part sur la home page de 'google.be' et de 'news.google.be' pendant une durée ininterrompue de 5 jours l'intégralité du jugement à intervenir dans les 10 jours de la signification de l'ordonnance à intervenir, sous peine d'une astreinte de 500.000,- € par jour de retard ;

Condamnons la défenderesse aux dépens liquidés à 941,63 € (citation) et 121,47 € (indemnité de procédure) ;

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique des référés du 5 septembre 2006.


V. HUBRICH


G.M.R. TASSIN

10^{ème} et dernier feuillet.

Mandons et ordonnons à tous huissiers de justice à ce requis de mettre le présent jugement, la présente ordonnance, à exécution;

A nos Procureurs Généraux et à nos Procureurs du Roi près les tribunaux de première instance, d'y tenir la main et à tous Commandants et Officiers de la force publique d'y prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis;

En foi de quoi le présent jugement, la présente ordonnance, a été signé(e) et scellé(e) du sceau du tribunal.

Pour expédition conforme,

Pour le greffier en chef,

Le greffier



Pour photocopie conforme
L'Huissier de Justice

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE
DE BRUXELLES.

Date 05/09/06

JBC n° 39575

1 page(s) x 2,85 EUR

Droits acquités : 22,80 EUR

Le greffier

Ref: A15346/DV

NOTIFICATION – ORDER

In the year two thousand and six, on *the eight* of September

AT THE PETITION OF:

The association under the form of a Co-operative society with limited responsibility **COPIEPRESSE**, registered with the Crossroad Bank for Enterprises under number 0471.612.218, with registered office in 1070 ANDERLECHT, Boulevard Paepsem, 22

Electing domicile at my chambers for the purpose of these presents:

I, the undersigned, **Ortwin VERSCHUERE**, substituting Judicial Officer replacing Linda REYNAERT, Judicial Officer, resident in 1180 UCCLE, rue Victor Allard 143

HAVE SERVED NOTICE and with a copy of the presents, left copy with:

The company under American law **GOOGLE Inc.**, with registered office in MOUNTAIN VIEW 94043 CALIFORNIA / UNITED STATES OF AMERICA, 1600 Amphitheatre Parkway,

SERVING MY WRIT AS DESCRIBED AT THE END.

Of an enforceable copy of a summary order issued by default between parties, by the acting **PRESIDENT** of the **COURT OF FIRST INSTANCE** of **BRUSSELS**, on **FIFTH SEPTEMBER 2006**.

Making this notification for information, direction and such legal purposes, with all proper reserves and without any prejudicial acknowledgement.

And in the same context, at the same date and at the same petition as above, I, the undersigned Judicial Officer, by virtue of the above-mentioned writ, **HAVE ORDERED** the notified party to:

- withdraw from all its sites (Google News and "cached" Google, or under any name whatsoever), all the articles, photographs and graphic representations from the Belgian publishers of the daily French- and German-speaking press, represented by the plaintiff, within 10 days of the present notification, under penalty of a daily fine of 1,000,000.00 EUROS per day of delay;

- to publish, in a visible and clear manner and without any commentary from her part, the entire intervening judgment, on the home pages of 'google.be' and 'news.google.be' for a continuous period of 5 days, within 10 days of the present notification, under penalty of incurring a daily fine of 500,00.00 EUROS per day of delay;

Without prejudice to any other claims, rights, actions, interests and costs of the implementation.

And in order that the addressee thereof should not plead ignorance, but considering that this party is based/domiciled in the United States of America and considering that I do not know any residence nor elected domicile in Belgium of this party, I the undersigned and aforesaid Judicial Officer, have sent, pursuant to the International Convention with regard to the service and notification abroad of judicial and extra-judicial documents in civil and commercial cases, drawn up in The Hague on 15 November 1965 (approved by the law of 24 January 1970 – Belgian Official Gazette of 9 February 1971), taken effect as to the United States of America on 10 February 1969, by registered mail with acknowledgment of receipt, deposited today at the post office in UCCLE, rue de Roetaert, 40

1° one application, properly completed in English, corresponding to the model form that is appended, in enclosure, to this Convention;

2° two copies of the present writ, as well as the documents mentioned therein, each copy of the writ accompanied

- a) With a form that describes the summary of the document to be served, drawn up in English;
- b) With a translation in English

3° with the proof of amount of \$ US 95

to the following private company appointed by the United States of America, empowered to act on behalf of the Central Authority, to wit :

**Process Forwarding International
910 5th Avenue
SEATTLE, WA 98104
USA**

asking the latter to :

1) to serve on the company under American Law GOOGLE Inc. registered offices of which are based MOUNTAIN VIEW 94043 CALIFORNIA / UNITED STATES OF AMERICA, 1600 Amphitheatre Parkway, one of the copies of this writ, as stated in subsection 2° above, accompanied by the translation thereof, as well as the form that describes the nature and the subject matter of the document, in accordance, as such, of the methods of procedure, in the legal texts of the petitioned country, laid down for the

notification of documents drawn up in that Country and meant for individuals living there, notably in pursuance of article 5, sub-section 1a of the aforesaid Convention;

2) to kindly return to me the other copy, along with the declaration, provided for in article 6 of the Convention, amounting to the fact that the application has been implemented, at the same time stating in what form, in which place and at what point in time this was carried out, as well as the person to whom the document is issued, or, should the occasion arise, stating the circumstances which have obstructed the application;

And whereas article 10 of the aforesaid Convention allows, among others, for the unimpeded authority to send judicial and extra-judicial documents, directly by post, to individuals who are located abroad, and that the UNITED STATES OF AMERICA do not oppose to this possibility, I have also sent one copy of the present writ (as well as the documents notified therein), as well as a form containing the summary of the document to be served, and a translation into English, under registered cover with acknowledgement of receipt, to the address of the addressee in the UNITED STATES OF AMERICA, at the aforesaid post office of UCCLE, rue de Roetaert, 40;

And I have likewise attached the receipts of these registered letters to the original of the present writ;

WHEREOF RECORD.

Costs : four hundred and forty-three Euros and twenty-eight Cents,
to be raised with the costs of the translation into English, to wit : 556,36 EUR

FF 107.01
FF/5 42.80
FEE N 9.65
TRIP 7.55
DCOP 84.30
FILE 11.97
PORT 30.00
REG 25.00
STAMP 20.00
USA 105.00

TOT 443.28

TRANS 556,36

TOT 999,64

Certified true translation from French into English,
L. VANPARIJS, Sworn Translator

First page

In. Copy RA

Ref. no 39513

**WE, ALBERT II, KING OF THE BELGIANS,
MAKE KNOWN TO ALL PRESENT AND FUTURE :**

**that the Court of First Instance sitting in Brussels,
has pronounced the decision of which the text follows**

COPY

Issued to the
Party Copiepresse

COURT OF FIRST INSTANCE OF BRUSSELS

No. 2006/9099/4 of the
roll of injunction orders

Annexes: 1 summons
for cessation

Prohibitory injunction

In the case of:

**The Association in the from of a co-operative society with limited responsibility
COIEPRESSE**, registered with the CBE under no. 0471.612.218, with registered
office in 1070 Anderlecht, boulevard Paepsem, 22,

Plaintiff,

Represented by Mr. Bernard **MAGREZ**, solicitor in 1180 Brussels, avenue Winston
Churchill, 149;

Versus:

The company under American law GOOGLE Inc., with registered office in
Mountain View, 94043 California, USA, 1600 Amphitheatre Park Way,

Defendant,
Defaulting,

This case has been concluded and pleaded in French at the public hearing of 29th
August 2006;

After his deliberations, the president of the court of first instance makes the following
order:

Pursuant to:

- The Introductory writ of summons served on 3rd August 2006;

SUBJECT OF THE CLAIM

The claim brought before this court is based on article 87 of the law dd. 30th June
1994 regarding copyright and ancillary rights.

It aims:

- to establish that the activities by Google News and the use of the "cache" by Google infringe on, in particular, the laws on copyright and ancillary rights (1991) and the law on data bases (1998);
- to order the defendant to withdraw all the articles, photographs and graphic reproductions from the Belgian publishers of the French- and German-speaking daily press, represented by the plaintiff, from their sites (Google News and "cache" Google or under any other name), starting from the day of the notification of the order, under penalty of a daily fine of 2,000,000.- € per day of delay;
- to moreover order the defendant to publish, in a clearly visible manner and without any comments from her part, the entire intervening judgment on its 'google.be' and 'news.google.be' home pages for a continuous period of 20 days, starting from the day of the notification of the order under penalty of a daily fine of 2,000,000.- € per day of delay.

FRAMEWORK OF THE LITIGATION

1. The capacity of the plaintiff

Considering that the plaintiff is the management company of the Belgian publishers of the daily French- and German-speaking press, authorized to carry out its activities on Belgian territory (by the Ministerial decrees dd. 14th February 2000 and 20th June 2003, published in the Belgian Official Gazette dd. 10th March 2000 and 14th August 2003);

Considering that its objective is to protect the copyright of its members (actual rights of the publishers and acquired rights of the journalists) and to regulate the use of the protected works of its members by third parties;

Considering that the newspapers and sites of the written press are protected in particular by the laws on copyright (1994 and 2005) and by the law on data bases (1998);

Considering that the production of journalistic work is produced by the classic publication of daily newspapers, supplementary magazines in paper form or, since the arrival of new technologies, in numerical or digital form;

Considering that secondary exploitation is done by the copying of the paper document and, since the emergence of new information and communication technologies, secondary exploitation can be done by electronic procedures (scanning, capture of web sites and redistribution via web sites or Internet or extranet or emailing, etc...)

Considering that this secondary exploitation of press articles by electronic means is also regulated by the laws on copyright (1994 – 2005) and by the law on data bases (1998);

Considering that the plaintiff, who represents the interests of the newspaper publishers consequently has interest in and the capacity to act in order to protect their rights;

2. The facts

Considering that in the course of the year 2003 the Google search engine introduced a new service called Google News or Google Actualité, which is run by the defendant;

Considering that this new feature is aimed at offering Internet users an overview of the press based on an automatic selection of news items from web servers of the written press;

That, in order to do this, Google News must search the web servers of the written press and must extract articles there from to copy and/or make automatic summaries, even though the sites where these articles come from, and in particular the sites of the newspaper publishers, whose interest are defended by the plaintiff, carry statements that these sites are protected by copyright;

Considering that Google did not obtain permission from these various sites to proceed with this scheduling of information, which in a way is left to its own discretion as she is the holder of the technology and the algorithms which permit the automation and systematization of the reproduction of articles available on the Internet;

Considering that this situation has caused difficulties not only in Belgium but also in other countries;

Considering that in Belgium, the plaintiff filed an application for descriptive distraint based on articles 1481 and following of the Judicial Code with the judge of distrains of this court;

That, by order of 27th March 2006, the expert Luc GOLVERS was appointed;

Considering that the order regarding his appointment was served on the defendant on 13th April 2006;

3. The report of the appraisal

Considering that the expert Mr. GOLVERS, who had as particular assignment to describe how the press articles are presented and the interactivity between the visitor and the web site of Google News, concludes that *"Google news must be considered to be an information portal and not a search engine"*;

He raises that the Google News service describes itself as an online news site, in the following terms: *"This variety of perspectives and approaches is unique among online news sites, and we consider it essential in helping you stay informed about the issues that matter most to you"*;

Considering that he notes that the site is fed by news items from the press, which he has proven by carrying out numerous tests from the news sites of different daily French-speaking Belgian newspapers;

Considering that his research has led him to prove that, while an article is still online on the site of the Belgian publisher, Google redirects directly, via the underlying hyperlinks, to the page where the article can be found, but as soon as the article can no longer be seen on the site of the Belgian newspaper publisher, it is possible to obtain the contents of it via the "Cached" hyperlink which then goes back to the contents of the article that Google has registered in the "cached" memory of the gigantic data base which Google keeps within its enormous number of servers;

Considering, finally, that it is deduced from the expert's report that:

- The way in which the Google News presently operates causes the publishers of the daily press to lose control of their web sites and their contents (cf. the tests conducted by the expert which show the effects of the withdrawal of an article, pages 42 to 67 of the report);
- The use of Google News circumvents the advertising of the publishers who get a considerable amount of their revenue from these advertisements (pages 13 to 18, 108 to 119 of the report);
- The use of Google News short-circuits many other elements such as reference to the publisher, reference to protection of copyright and reference to the authorization or not of the use of the data, links to other sections (e.g. subject records built up by the publishers, pages 108 to 119 of the report);
- On the one hand, the use of Google "cached" allows for the circumventing of the registrations asked for by the publisher and the evasion of payment for the press article (cf. the case of Le Soir online described by the expert on pages 35 to 38), and on the other hand, stocks the entire article (in the format of its latest edition), with a view to redistribution (pages 68 to 98-99 of the report);

4. Identification of the identity of the owner of Google and Google News

Considering that the expert was also charged with the task of establishing the identity of the owner of the DNS 'Google.be', 'Google.fr' and 'Google.com';

Considering that the investigations carried out in that regard (pages 124 to 134) show that the owner of the site 'news.google.be' as well as of the domains 'google.be' and

'google.fr' are on each occasion the defendant, Google Inc., 1600 Amphitheatre Park Way, Mountain View, California 94043;

5. The harm caused to the plaintiff

Considering that the plaintiff complains that the activities of Google Inc., jeopardize the electronic sale of press articles as well as the daily press and, in the short term, the quality of the articles as the publishers run the risk of not being able to avail of sufficient resources to pay their journalists properly;

That indeed, as the expert's report has proven, the nature of the defendant's activity makes the publishers lose a considerable part of their income which stems from sales of advertisements;

That, apart from the immediate financial harm, the electronic sale of articles is threatened, as well as the resources from article archives for which the person who wishes to consult them must pay;

6. Measures sought

Considering the violation of the stipulations on copyright it is justified to order the measures sought by the plaintiff and mentioned in the enacting terms of the presents

7. Daily fine

Considering that the plaintiff asks the court, in case of breach of the measures from which she benefits, to impose a daily fine of 2,000,000.- € per day of delay in the event that the defendant would not comply with the order to withdraw the articles, photographs and graphic representations from the Belgian publishers of the daily French and German-speaking press from all its sites as well as a daily fine of 2,000,000.- € per day of delay if the defendant fails to publish the entire intervening judgment on the home pages of 'google.be' and 'news.google.be' for a continuous period of 20 days, from the day of notification of the order;

Considering that the importance of this claim is justified by the fact that the defendant advertises a turnover of almost 13 million dollars per day;

That the plaintiff also highlights the technical capacity of the defendant to withdraw the articles and litigious news items from its data bases and that it would not cause the defendant major problems to comply;

Pursuant to the law dd. 15th June 1935 on the use of languages in judicial matters;

Rejecting all other conclusions other than more extensive or contrary;

Declare the claim admissible and founded as follows:

- Find that the defendant cannot exercise any exception provided in the laws relating to copyright and ancillary rights (1991) and on the law on data bases (1998);
- Find that the activities of Google News and the use of the "Google cached" violate in particular the laws on copyright and ancillary rights (1994) and the law on data bases (1998);
- Order the defendant to withdraw the articles, photographs and graphic representations of Belgian publishers of the French – and German-speaking daily press, represented by the plaintiff, from all their sites (Google News and "cache" Google or any other name within 10 days of the notification of the intervening order, under penalty of a daily fine of 1,000,000.- € per day of delay;
- Also order the defendant to publish, in a visible and clear manner and without any commentary from her part the entire intervening judgment on the home pages of 'google.be' and of 'news.google.be' for a continuous period of 5 days within 10 days of the notification of the intervening order, under penalty of a daily fine of 500,000.- € per day of delay;

Awarding the costs of the expenses of 941.63 € (summons) and 121.47 € (costs of the proceedings) against the defendant;

So ruled and pronounced at the public summary hearing dd. 5th September 2006

V. HUBRICH

G.M.R. TASSIN

Direct and ordain to all officers of justice charged with putting into effect the present judgement, the present ruling;

To our heads of the prosecution departments and public prosecutors in the Courts of First Instance, to uphold this judgement and all commanders and officers of the police forces to give whatever assistance may legally be required of them;

In witness whereof the present judgement, the present ruling has been sealed with the seal of the Court;

A certified true copy,
On behalf of the Chief Clerk of the Court,

The Clerk of the Court

**COURT OF FIRST INSTANCE
OF BRUSSELS**

Date 05/09/06

JBC no 39515

8 pages x 2.85 EUR

Rights paid : 22.80 EUR

The Clerk of the Court,

Certified a true translation from French Into English,
L. VANPARIJS, Sworn Translator.

